



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 10/02/2023

Reçu en préfecture le 10/02/2023

Publié le

S²LOW

ID : 076-217604479-20230207-M_DL230206_029-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le six février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 31 janvier 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Étaient présents : 28

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Aline MARECHAL, Catherine OMONT, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusés ayant donné pouvoir : 4

Christel BOUBERT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Virginie VANDAELE donne pouvoir à Agnès SIBILLE
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Agnès MONTRICHARD

Excusés : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL DU 6 février 2023

M_DL230206_029

TRANSITIONS ECOLOGIQUES - CEREMA - ADHÉSION - VERSEMENT - AUTORISATION

Madame Fabienne MALANDAIN, 1^{er} Adjointe au Maire - Face au changement climatique, les territoires font face à de nouveaux défis. Les villes doivent répondre à des enjeux de taille concernant leur patrimoine bâti, leur façon d'organiser les mobilités, la sobriété foncière, la résilience du territoire face aux risques naturels ou encore la préservation de la biodiversité.

Dans son engagement pour les transitions écologiques, la Ville de Montivilliers souhaite apporter une lecture transversale visant à intégrer la question de l'adaptation au changement climatique, à l'ensemble de ses nouveaux projets. Ces enjeux devront notamment être pris en compte pour la réalisation des Jardins de la Ville, le développement de la stratégie Biodiversité et Nature en ville ou encore la construction d'une nouvelle école visant une exemplarité énergétique.

Le Centre d'études et d'expertises sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) est un établissement public à la fois national et local, doté d'un savoir-faire transversal, de compétences pluridisciplinaires et d'un fort potentiel d'innovation et de recherche. **Le Cerema intervient auprès de l'État, des collectivités et des entreprises pour les aider à réussir le défi de l'adaptation au changement climatique.** Ses six domaines de compétences (expertise et ingénierie territoriale, mobilités, bâtiments, infrastructures de transports, environnement et risques, mer et littoral) ainsi que l'ensemble des connaissances qu'il produit et capitalise sont au service de l'objectif d'accompagner les territoires dans leurs transitions.

Le Cerema intervient pour le compte des collectivités sur des missions en ingénierie de deuxième niveau (assistance à maîtrise d'ouvrage, expertises, méthodologie...) en complément des ressources locales (agences techniques départementales, agences d'urbanisme, CAUE, établissements publics fonciers, etc.) et en articulation avec les ingénieries privées.

L'évolution de la gouvernance et du mode de contractualisation avec le Cerema est une démarche inédite en France. Elle fait du Cerema un établissement d'un nouveau genre qui va permettre aux collectivités d'exercer un contrôle et de prendre activement part à la vie et aux activités du Cerema.

L'adhésion au Cerema permet notamment à la collectivité :

- De s'impliquer et de contribuer à renforcer l'expertise publique territoriale : en adhérant, la Ville participe directement ou indirectement à la gouvernance de l'établissement (par le biais de ses représentants au Conseil d'administration, au Conseil stratégique, aux Comités d'orientation régionaux et aux conférences techniques territoriales)
- De disposer d'un accès privilégié et prioritaire à l'expertise du Cerema : la quasi-régie conjointe autorise les collectivités adhérentes à attribuer des marchés publics au Cerema, par simple voie conventionnelle, sans application des obligations de publicité et de mise en concurrence
- De bénéficier d'un abattement de 5 % sur ses prestations
- De rejoindre une communauté d'élus et d'experts et de disposer de prestations spécifiques
- De bénéficier de l'ensemble des ressources spécialisées, notamment une veille sur les enjeux d'aménagement durable

La période initiale d'adhésion court jusqu'au 31 décembre de la quatrième année pleine. Le montant annuel de la contribution est calculé en fonction du nombre d'habitants. Sur une année pleine, l'adhésion s'élève à 785,25€ (population au 1^{er} janvier 2022) . En 2023, un abattement de 50 % est proposé aux communes, portant l'adhésion à 392,63 €.

Compte tenu des objectifs et des projets de la Ville de Montivilliers et des compétences et outils proposés par le Cerema, il est proposé d'adhérer au Cerema et de désigner Mme Malandain comme représentant la Ville dans le cadre de cette adhésion.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 2013-431 du 28 mai 2013 portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports, notamment le titre IX, modifié par l'article 159 de loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

VU le décret n° 2013-1273 du 27 décembre 2013 relatif au Centre d'études et d'expertises sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement modifié par le décret n° 2022-897 du 16 juin 2022 ;

VU la délibération du conseil d'administration du Cerema n°2022-12 relative aux conditions générales d'adhésion au Cerema ;

VU la délibération du conseil d'administration du Cerema n°2022-13 fixant le barème de la contribution annuelle des collectivités territoriales et leurs groupements adhérents ;

VU le budget de l'exercice 2023 ;

CONSIDÉRANT

- Les objectifs et projets de la Ville de Montivilliers pour réussir le défi de l'adaptation au changement climatique ;
- L'expertise et les outils proposés par le Cerema aux collectivités dans le cadre d'une adhésion à cet établissement public, ainsi que sa capacité d'innovation et de recherche ;

Sa commission municipale n°3, Transition écologique et vie quotidienne, réunie le 30 janvier 2023 consultée.

VU le rapport de Madame **Fabienne MALANDAIN**, Adjointe au Maire en charge de l'Enfance et de la Vie éducative, de la Jeunesse, de l'Environnement et des Transitions écologiques ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

• **De solliciter** l'adhésion de Ville de Montivilliers auprès du Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement), pour une période initiale courant jusqu'au 31 décembre de la quatrième année pleine d'adhésion, puis renouvelable annuellement par tacite reconduction ;

• **De régler** chaque année la contribution annuelle due. La dépense correspondante au règlement de la cotisation annuelle sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de l'année concernée ;

• **De désigner** Madame Fabienne Malandain pour représenter la Ville de Montivilliers à l'assemblée générale de l'établissement public au titre de cette adhésion ;

• **D'autoriser** M. le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette adhésion.

Imputation budgétaire

Exercice 2023

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 6281

Nature et intitulé : Concours divers (cotisations)

Montant de la dépense : 392,63 euros

Envoyé en préfecture le 10/02/2023

Reçu en préfecture le 10/02/2023

Publié le



ID : 076-217604479-20230207-M_DL230206_029-DE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.